

**Séance ordinaire du  
mercredi 28 novembre 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Réussite éducative**

**Présents :**

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL

**Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations - 2018/2019.  
Autorisation de signer les conventions d'occupation.**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>ADRESSE</b>	<b>Ecole mise à disposition</b>	<b>Avantage en nature</b>
Corps en Devenir	949 avenue du Professeur Louis Ravas Résidence les Cévennes Bât. Ispagnac esc. 4 34080 Montpellier	Victor Duruy	437,50 €
A.M.S SIAM ENERGY	158 rue Raoul Follereau 34090 Montpellier	Sigmund Freud	910,00 €
Montpellier Ten'Danse et Twirling Baton	11 rue Prudhon 34090 Montpellier	André Malraux	202,50 €
U.F.O.L E.P 34 Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique	Maison des sports Nelson Mandela 66, esplanade de l'Egalité 34080 Montpellier	Louis Armstrong	1 365,00 €
		Simon Bolivar	465,00 €
OBBY	29 rue des Corneilles 34880 Lavérune	Jean Zay	270,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe ;
- D'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre  
2018**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 12 décembre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention\_occupation\_locaux\_scolaires\_2018\_2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20181130-64326-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 11/12/18  
Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.